

Le rôle des mémoires collectives dans la construction du sentiment d'appartenance territoriale.

Le cas du Parc naturel régional du Verdon

Mathieu Leborgne

Docteur en Sociologie, post-doctorant (LAMES)

Mots-clefs : mémoire collective, territoire, Halbwachs, parc naturel régional, Verdon

La question

L'enjeu de cette thèse était de parvenir à objectiver une partie des relations complexes que l'on peut présumer exister entre deux dimensions particulières de la vie sociale :

-une dimension temporelle : celle des rapports sociaux au passé ;

-une dimension spatiale, celle que Jean-Claude Chamboredon a depuis longtemps appelé la construction du sentiment d'appartenance territoriale.

Le contexte est particulier : le maillage historique du territoire français (communes, départements, régions) est au centre des préoccupations administratives qui constatent un découplage croissant entre la fonction originelle des découpages anciens et les nouvelles pratiques territoriales (en termes de mobilité des populations,

d'efficacité économique mais aussi en lien avec de nouvelles échelles à prendre en compte, tel que l'espace européen et ses coopérations transfrontalières). Recompositions intercommunales, vagues des territoires, on assiste donc aujourd'hui à l'émergence de nouvelles entités de vie (bassins de vie, d'emploi) qui se veulent en phase avec la fluidité des rapports de l'homme à ses espaces de vie. Pourtant, et c'est l'hypothèse que nous mettons en avant, la désindexation de l'homme à son milieu ne peut être totale. Des points d'ancrage ont toutes les chances d'exister. Ils constitueraient un des éléments forts de la construction du sentiment d'appartenance territoriale. Ces points d'ancrage, nous les appelons *marques territoriales* : les mémoires collectives des groupes sociaux qui les portent en seraient un des principes forts. Imprimant durablement certaines entités territoriales, elles leur

*Laboratoire Méditerranéen d'Etudes Sociologiques,
MMSH, 13094 Aix-en-Provence, cedex 2
mleborne@mmsch.univ-aix.fr*

Méthodologie et architecture de la thèse

Trois grandes parties, très distinctes de nature, composent la thèse.

La première (150 pages) est une approche théorique basée sur un travail bibliographique centré majoritairement sur les contributions du sociologue Maurice Halbwachs et du philosophe Paul Ricoeur ; elle se donne pour but de cerner les contours de ce que nous avons appelé les marques territoriales.

La deuxième partie (250 pages) est une chronique de ces territoires verdoniens depuis le milieu du XIX^e siècle : la gestion de l'eau (hydraulique puis hydroélectrique), le développement du tourisme, les manières de dire et d'écrire la région (guides touristiques, romans, poésies, peintures, etc.) sont les grands thèmes qui structurent cette histoire locale. Archives publiques et privées ont constitué la matière de cette "histoire-mémoire" reconstituée.

Enfin, la dernière partie (140 pages) s'attache à analyser la réception sociale des marques territoriales telles que définies précédemment.

Plusieurs types d'enquêtes ont été menés pour cela : des enquêtes qualitatives (entretiens) auprès d'acteurs du territoire, qu'ils soient institutionnels, professionnels, associations, ou habitants ; des analyses secondaires de données statistiques brutes produites, par ailleurs, pour le Parc naturel régional du Verdon (enquêtes d'évocation, « Qu'est-ce que vivre dans un Parc ? »,...) ; un traitement cartographique de données discursives recueillies auprès des élus du Verdon ; le but a été ici de mettre en carte le discours géographique des représentations de l'espace tel qu'il peut être appréhendé par cette catégorie particulière d'acteurs, gestionnaires du territoire.

Enfin, l'ensemble du document (plus particulièrement les deuxième et troisième parties) est ponctué d'illustrations majoritairement photographiques issues pour la plupart des archives personnelles de l'auteur.

confèreraient la capacité de résister à cette désaffiliation socio-spatiale annoncée. On trouverait là les bases d'un processus complexe qui n'arrêterait pas le mouvement, mais lui donnerait des cadres.

La question que nous soulevons est donc de savoir quel rôle peuvent jouer les mémoires collectives dans la construction du sentiment d'appartenance territoriale.

Trois interrogations lui sont liées :

- celle, comme dit Paul Ricoeur, du « porteur de mémoire ». La question du qui, autrement appelée celle de l'affiliation ;
- la question du quoi : qu'est-ce qui, dans la mémoire et les rapports au temps, a un impact dans le champ territorial ?
- la question du comment : de quelle manière accessible, peut-on voir les effets de l'une sur l'autre ?

Le terrain et la méthode

Proposer un travail sur la mémoire, en rapport avec la construction du sentiment d'appartenance territoriale, peut interroger. Mobilité et « présentisme » s'affichant sur le devant de la scène, comment en effet ne pas penser à certains relents conservateurs du temps où mémoi-

re et territoire se mêlaient pour définir la nation, ou s'affichaient pour revendiquer la petite région ?

A partir de la fin des années 70, deux éléments sont toutefois venus réorienter cette tendance « immobilisante » du recours au passé dans ses rapports à la dynamique des territoires : il s'agit d'une part de la question de la place de la nature dans les sociétés contemporaines (l'ordre écologique) et d'autre part de l'entrée en scène de la notion de patrimoine dans laquelle l'homme, la nature, la culture et l'espace font système². Comment donc aborder ces « catégories d'évidence » qui font jouer ensemble mémoire, territoire, nature, patrimoine ? Comment les rendre palpables ? Leur objectivation s'imposait à nous. C'est la raison pour laquelle il nous fallait trouver un terrain de travail qui avait la capacité (ou la volonté) de les intégrer toutes ensemble, voire de les publiciser. Une structure de gestion territoriale est, en France, dédiée en grande partie à cela : les Parcs naturels régionaux (PNR). Invention de la DATAR à la fin des années 60, les PNR sont en effet envisagés, à l'origine, comme des structures de gestion de territoires particuliers ; ils viennent, en synergie, combler un manque (urbain) et remplir un vide (rural ou péri-urbain). Les dimensions naturelle,

patrimoniale et mémorielle sont présentées comme étant au principe de leur avènement ; le tout dans une stratégie économique (de développement local) et sociale (d'éducation et de mixité sociale) prégnante, bien que souvent occultée. Le terrain que nous avons donc investi s'accordait avec ces principes : les pays du Verdon, dans le sud-est de la France, entre le haut Var et les Alpes-de-Haute-Provence, haut lieu du tourisme mondial, devenus *Parc naturel régional du Verdon* (45 communes) seulement en 1997 ; comme si ce territoire avait été tenu à l'écart, conséquence d'oubli et de résistance. Et en effet, cette thèse relate finalement l'histoire de résistances au pluriel. Les notions d'ancrage ou de *marques* y prennent ainsi toute leur importance :

- résistance à l'Autre (technicien ou visiteur) ;
- résistance au temps (et la question de l'oubli) ;
- résistance à certains changements (dans ce que certains appellent la valse des territoires).

C'est aussi l'histoire d'individus sociaux qui souhaitent opérer le passage de la résistance à la pacification ou, en tout cas, à la manière de faire communauté sur un espace particulier, puisqu'environnementalement remarquable. C'est ce que nous avons défini comme étant le projet socio-territorial du Parc naturel du Verdon. Plus que sur le plan de l'administration des territoires, de la politique locale ou de la protection d'un environnement prestigieux mais fragile, le projet de territoire porté par le Parc aurait à voir avec le rôle qu'il peut jouer au niveau des rapports construits au passé des territoires. Il incarnerait la rencontre entre la construction sociale d'une mémoire territoriale et sa mise en visibilité (d'autres diraient sa mise en scène publique). La publicisation des territoires (labellisés PNR) correspondrait ainsi à un travail de fonctionnalisation de la mémoire territoriale, dont la mise en patrimoine (étymologiquement, *les biens du père*) constitue un des éléments forts. S'accorder sur ce qu'on donne en patrimoine (à l'Autre mais aussi à Soi) apparaîtrait alors comme un moyen de « faire communauté ».

Retour sur les marques territoriales : Maurice Halbwachs et après

La première partie de la thèse s'attache, après un retour sur un certain nombre de textes fondateurs, à définir ces marques territoriales. Elles prennent leur source dans le constat d'un manque partiellement comblé par les sciences sociales depuis que le sociologue Maurice Halbwachs, à la fin de la Seconde Guerre, interrompit brutalement ses travaux dans le camp de concentration de Buchenwald : celui des rapports entre mémoire et non pas espace, ni lieux, mais territoire. Dans ce diptyque, outre sa mise en synergie, c'est à des questions d'échelle qu'on se confronte :

- chez Halbwachs, avec sa valse-hésitation entre l'individu et le collectif comme sujet porteur de mémoire ;
- chez les sociologues ou les géographes, la difficile détermination ou le difficile passage entre le lieu et le territoire.

L'espace d'Halbwachs, dans sa conception la plus proche de ce qu'on appelle aujourd'hui territoire (terme peu usité jusqu'au milieu du siècle) s'arrête à une abstraction (c'est l'espace juridique ou l'espace mathématique de « *La mémoire collective* », publié à titre posthume en 1950).

L'idée de la marque vient plus précisément d'un autre ouvrage du sociologue, intitulé « *La topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte* » (1942) où, en réponse aux critiques de Marc Bloch l'historien, l'auteur s'attache à un travail à la fois d'érudition (« sur les pas du Christ » pourrait-on dire) et de réflexion inédite sur le rôle des lieux (et leur succession, pèlerinage) dans la localisation du souvenir. Il parle de traces comme supports stables du souvenir. Nous parlerons de *marque* pour deux raisons que condense le terme :

- l'empreinte, ce qui reste, l'accessible, le factuel de la mémoire ;
- étymologiquement, la marque, c'est la marche, la frontière : donc ce qui définit un dedans et un dehors, bref une portion d'espace, un territoire.

La marque est une empreinte qui fait territoire :

temps et espace s'y mêlent, dans une acception sociale de la dimension spatiale. D'où le recours aux réflexions de Michel de Certeau qui voit dans le territoire la mise en mouvement des lieux qu'il résume dans la phrase : « *le lieu est au mot ce que l'espace ou le territoire est à la parole* ». Nous y avons vu une manière pertinente de pointer ce qui manquait jusqu'alors dans la construction de l'architecture territoriale : la relation sociale.

La marque territoriale telle que nous l'avons définie se présente donc comme une synthèse d'éléments qui condensent les dimensions spatiale, mémorielle, factuelle et relationnelle. Parmi ces éléments, deux ont retenu notre attention : la figure du pionnier d'une part, et les événements spatialisants d'autre part, ceux qui laissent une empreinte physique *a priori* accessible sur un territoire. Tous deux ont constitué notre « matière de mémoire » (deuxième partie de la thèse), choix d'éléments ordonnés de manière chronothématique qui ont structuré depuis le milieu du XIX^e siècle les territoires verdoniens et seraient ainsi amenés à en circonscrire les marques.

Une sociologie de la marque se présente ainsi comme une sociologie de sa construction et de sa réception (troisième partie de la thèse).

Des marques territoriales pour faire communautés ?

Envisagées comme telles, les marques territoriales ont ainsi pour rôle de créer les cadres sociaux de cette construction communautaire, notamment dans ses rapports au passé. Quels sont les fondements de cette construction communautaire dans les territoires verdoniens ?

Un paradoxe d'abord

Le Verdon, c'est à la fois le « *Territoire sans nom* » de Michel Marié (1982) et le « *Territoire du vide* » d'Alain Corbin (exode rural, hémorragies des guerres, infrastructures défailtantes en termes de services aux populations, désintérêt de la puissance publique, autre que purement fonctionnel...).

Mais le Verdon, c'est aussi le territoire du trop plein (touristique), de la convoitise (projets et réalisations hydroélectriques depuis le milieu

du XIX^e siècle), d'un certain type de colonisation (on pense ici au camp de Canjuers, le plus grand camp d'entraînement militaire d'Europe).

L'implication gestionnaire fut tardive (les gorges, haut lieu du tourisme français, ne furent classées qu'en 1990, par exemple). Par cet espace laissé vacant, c'est le local qui prit en charge la fonction identitaire des lieux : Maurice Janetti, député-maire d'un village du bas-Verdon en est l'illustration la plus parlante. A partir du milieu des années 70, il incarne, avec son équipe, le travail de passage d'un espace politique de démonstration à un référent mémoriel de territorialisation. Cette révélation de l'évidence naturallo-fonctionnelle des territoires verdoniens (l'unification d'un espace de part et d'autre d'une rivière jusqu'alors frontière) a rendu difficile aujourd'hui, dans le Verdon, l'émergence de territoires nouveaux. C'est précisément ce à quoi se confronte le Parc depuis sa création : parvenir à créer une mémoire sociale (ou « *courant de pensée* », selon Halbwachs) capable de soutenir les fondations d'une unité territoriale portée par une communauté de projet mais aussi, et c'est le problème, fortement empreinte d'urbanité ? On le rappelle, les PNR ont paradoxalement et finalement plus à voir avec l'urbain qu'avec le rural (dans leur conception comme dans leur destination). Cette tension prend toute sa force dans le Verdon qui, par son histoire, a « acquis la prédisposition » d'une posture de différenciation marquée entre l'urbain et le rural.

Deuxième fondement de la construction communautaire : les différentes modalités de rapports au passé rencontrées auprès des acteurs locaux

Trois modalités émergent en particulier : le rappel ; la reconstruction/invention ; l'évitement/enfouissement. Cette dernière, centrale dans le Verdon, émane de la rencontre avec ceux qu'on pourrait appeler « des instances personnifiées de régulation et de contrôle pour l'accès à « l'essence » du territoire ». Elles (ou ils) sont détentrices de « poches de mémoire » insondables, qui ne ressortissent pas à quelque chose de l'ordre de la préservation de la sphère privée mais bien de ce qu'on peut ou pas (veut ou pas) dire sur le territoire (« double-fond »).

Paul Ricoeur pointe le paradoxe de l'oubli en rappelant le caractère objectal de la mémoire (« *on se souvient de quelque chose* ») : il poursuit en posant la question suivante, paradoxe de l'oubli : comment savoir qu'on a oublié sinon sous le signe du souvenir de l'oubli ? Oubli et mémoire sont intimement liés, le premier étant même pour Ricoeur une des conditions de la seconde. Ce détour par Ricoeur pour dire que dans le Verdon, on *fait acte d'oubli* et c'est une forme de résistance. Le territoire du vide se remplit (physiquement, mentalement – mythes-, administrativement –PNR, Pays,...) mais l'immunisation à l'autre reste forte.

Dès lors, la communauté locale ne peut qu'être partielle. C'est ici qu'intervient une des caractéristiques fortes, métonymique presque, des territoires verdoniens : la prégnance des éléments du donné géographique (géologique pourrait-on dire) renforcée par le construit historico-symbolique (décrit dans la deuxième partie de la thèse). Pour le dire autrement, le territoire s'efface au profit des lieux, et cette référence aux lieux (hauts lieux naturels) apparaît comme une manière d'éviter les implications mémorielles des communautés. Envisagée comme anhistorique à l'échelle des préoccupations gestionnaires, la référence aux lieux nivelle les communautés en leur fixant un point commun d'ancrage, voire d'accord : la nature atemporelle ou la marque indélébile. C'est au prix de cet accord dur – mais factice – que se condense le plus grand dénominateur commun de l'ensemble des communautés locales.

En conclusion

Quoiqu'il en soit, c'est cette communauté partielle que la structure de Parc doit gérer (partielle dans tous les sens du terme : partielle, on l'a vu, dans son essence, mais aussi partielle dans sa présence ou son intermittence –saisonnalité). Le Parc se positionne pour cela dans la recherche d'un système commun de représentations des rapports au passé, socialement construit. Confrontée à la fermeture (des mémoires), la mise en patrimoine est reçue comme une ouverture (économique, sociale, mémorielle). C'est, semble-t-il, dans cet entre-deux inabouti, avec l'idée de nature au centre,

que se trouvent les conditions d'existence de cette nouvelle marque territoriale en gestation que constitue le Parc, marque territoriale particulière dans laquelle « l'oubli conscient » joue un rôle qu'on qualifiera, à la suite de Ricoeur, de salvateur.

1 *Cette thèse, intitulée L'espace d'un oubli. Le rôle des mémoires collectives dans la construction du sentiment d'appartenance territoriale. Le cas du Parc naturel régional du Verdon ou Contribution à une sociologie de la marque, a été dirigée par Jean-Claude Chamboredon et soutenue le 6 juillet 2006 dans les locaux de l'EHESS à Marseille.*

2 *L'instauration, au début des années 80, des journées du patrimoine enregistre cette attention forte et durable accordée « aux biens du père ».*

Références

Chamboredon, J.C., Mathy, J.P., Méjean, & Weber F. (1985). L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification. *Communication au colloque de Montpellier « Identité locale, identité professionnelle »* (novembre 1984). *Sociologie du Sud-Est*, n° 41-44, 61-85.

Corbin, A. (1988). *Le territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage (1750-1840)*. Paris : Aubier.

De Certeau, M. (1990). *L'invention du quotidien, I. Arts de faire*. Paris : Gallimard.

Halbwachs, M. (1971) [1^o édition 1941]. *La topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte*. Paris : Presses Universitaires de France.

Halbwachs, M. (1994) [1^o édition 1925]. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Albin Michel.

Halbwachs, M. (1997) [1^o édition 1950]. *La mémoire collective*. Paris : Albin Michel.

Marié, M. (en collaboration avec Tamisier C.) (1982). *Un territoire sans nom. Pour une approche des sociétés locales*. Paris : Librairie des méridiens.

Ricoeur, P. (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Le Seuil.

Faire Savoirs

n° 7 - mai 2007

Sciences humaines et sociales en région PACA



L'ethnicisation et la racisation des rapports sociaux en question

Coordination : Jean Luc Primon

étude

Gilles Frigoli

L'hébergement des demandeurs d'asile dans les Alpes-Maritimes•

thèses

Mathieu Leborgne

Le rôle des mémoires collectives dans la construction du sentiment d'appartenance territoriale. Le cas du Parc naturel régional du Verdon

Francesca Scrinzi

Migrantes et migrants dans les emplois domestiques en France et en Italie : construction sociale de la relation de service au croisement des rapports sociaux de sexe, de race et de classe

lecture

Jacques Guilhaumou

Bernard Conein, (2005). Les sens sociaux. Trois essais de sociologie cognitive. Paris : Economica

Sciences Hommes Sociétés